



Pas de rentrée des classes dans le 93 sans garanties sanitaires !

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 93, SNES-FSU 93, SNEP-FSU 93, FNEC-FP FO 93, CGT éducation 93, SUD éducation 93, SE-UNSA 93, ont pris connaissance des annonces du Premier Ministre le 28 avril au sujet du plan de déconfinement et de la réouverture progressive des écoles et des établissements scolaires. Nous attendons que les autorités départementales et académiques communiquent des consignes claires aux personnels de l'Éducation de Seine-Saint-Denis, département fortement touché par l'épidémie de COVID-19. La situation pour les écoles, tout autant que le flou incessant sur le report de la réouverture des collèges et lycées, sont un sujet d'inquiétude pour les personnels et témoignent de l'impréparation du gouvernement.

Pour les organisations syndicales, aucun retour à l'école n'est envisageable, ni le 11 mai, ni le 18 mai, ni après... sans garanties sanitaires. L'Éducation nationale ne doit pas prendre de risques avec la santé et la vie des personnels, des élèves et des familles de Seine-Saint-Denis. Elle doit soumettre le déconfinement à la possibilité de tester massivement les adultes et les élèves au-delà des personnes présentant des symptômes. Les organisations syndicales rappellent le vœu commun voté au CTA du 21 avril : « *Pour les élu-e-s du CTA, il est hors de question d'envisager une réouverture des établissements le 11 mai alors que les conditions sanitaires ne sont pas réunies et que nous savons aujourd'hui, comme le confirme l'ordre des médecins, qu'elles ne le seront pas. Pour nos organisations, aucune réouverture des établissements n'est envisageable sans que soit organisé préalablement le dépistage systématique et généralisé des personnels et des élèves, les conditions d'application des gestes barrière, la distribution de masques, en respect de l'avis présenté au CHSCT-M d'autant plus dans notre académie, faisant partie des zones les plus touchées.* » Les organisations syndicales appelleront les personnels convoqué.e.s par leur hiérarchie à exercer leur droit de retrait partout où les mesures d'hygiène (matériels certifiés, nettoyage et désinfection des locaux et du matériel...) et les protocoles sanitaires ne seront pas respectés. Par ailleurs, nous rappelons que les fédérations syndicales ont posé un préavis de grève couvrant toute la période.

Pour nos organisations syndicales, l'Éducation nationale dans notre département ne doit pas précipiter un retour en classe, jugé dangereux par les scientifiques (avis du conseil scientifique et de l'INSERM). Au contraire, elle doit oeuvrer à l'accompagnement social des familles en difficultés en réfléchissant à des mesures d'aides financières et en particulier alimentaires. Ensuite, elle doit s'engager dès maintenant à des moyens supplémentaires pour l'éducation pour la rentrée de septembre en renonçant à toutes les fermetures de classe prévues dans le département et en créant les postes nécessaires à une baisse significative des effectifs. D'un point de vue pédagogique, nos élèves vont avoir besoin de mieux d'école avec des conditions qui pourront favoriser le retour aux apprentissages pour toutes.

La réouverture précipitée des écoles et des établissements scolaires est une pseudo-réponse hypocrite et cynique à l'accroissement des inégalités sociales dues au confinement. Chacun.e sait que l'objectif du gouvernement est d'abord de renvoyer les parents au travail. Pour nos organisations syndicales, la réponse de l'Éducation nationale doit être sociale et humaine en améliorant aujourd'hui le quotidien des élèves et en préparant un retour des élèves dans les apprentissages en septembre avec de meilleures conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves. Il doit y avoir immédiatement toutes les ouvertures de classes et de postes nécessaires.